

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
7 novembre 2000
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 6 novembre 2000, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, au nom du Commandement unifié institué en vertu de la résolution 84 (1950) du Conseil de sécurité en date du 7 juillet 1950, un rapport du Commandement des Nations Unies sur le dispositif de l'armistice de Corée et les activités du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice (voir annexe). Ce rapport met à jour celui du 10 septembre 1998 (S/1998/844), le dernier dont le Conseil de sécurité ait été saisi.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Richard C. Holbrooke

**Annexe à la lettre datée du 6 novembre 2000, adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent des États-Unis d'Amérique
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Rapport d'activité du Commandement des Nations Unies
pour 1998**

I. Le Commandement des Nations Unies : sa mission

1. Dans sa résolution 82 (1950) du 25 juin 1950, le Conseil de sécurité a constaté que l'attaque armée dirigée contre la République de Corée par des forces de la République populaire démocratique de Corée constituait une rupture de la paix et a demandé la cessation immédiate des hostilités. Il a en outre invité les autorités de la République populaire démocratique de Corée à retirer immédiatement leurs forces armées. Dans sa résolution 83 (1950) du 27 juin 1950, le Conseil, ayant constaté que les autorités de la République populaire démocratique de Corée n'avaient ni suspendu les hostilités ni retiré leurs forces armées au nord du 38^e parallèle, a recommandé aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies d'apporter à la République de Corée toute l'aide nécessaire pour repousser les assaillants et rétablir dans cette région la paix et la sécurité internationales. Conformément aux Articles 39 et 42 de la Charte des Nations Unies, le Conseil est autorisé à entreprendre toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales, y compris des opérations militaires exécutées par des forces aériennes, navales ou terrestres des États Membres. Se prévalant de cette disposition, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 84 (1950) du 7 juillet 1950, a recommandé que tous les États Membres mettent des forces militaires et toute autre assistance à la disposition d'un commandement unifié, prié les États-Unis d'Amérique de désigner le commandant en chef du Commandement unifié et chargé celui-ci de lui présenter les rapports qu'appellent les circonstances sur le déroulement de l'action entreprise sous l'autorité du Commandement unifié.

2. Bien qu'une analyse de la situation sur une base strictement annuelle ait nécessairement quelque chose d'artificiel, le présent rapport offre un panorama des événements de 1998 et vise à exposer objectivement les effets qu'ont eus ces derniers sur l'action menée par le Commandement des Nations Unies pour faire appliquer la Convention d'armistice de Corée.

3. Les pouvoirs conférés au Commandement des Nations Unies par le Conseil de sécurité l'autorisaient aussi à négocier un armistice militaire pour mettre fin aux combats de manière compatible avec les buts et les principes des Nations Unies. Le commandant en chef des forces des Nations Unies a signé la Convention d'armistice le 27 juillet 1953 au nom de l'ensemble des forces des 16 États Membres de l'ONU participant à l'opération et de la République de Corée qui s'étaient battues sous les drapeaux des Nations Unies. La Convention d'armistice, accord militaire sans date d'expiration conclu entre états-majors ennemis, visait à mettre un terme au conflit coréen et à assurer la cessation complète des hostilités. Elle portait création entre les combattants d'une zone démilitarisée de 4 kilomètres, courant sur près de 200 kilomètres sur toute la largeur de la péninsule coréenne. Cette zone a été à son tour divisée en deux bandes de 2 kilomètres, de part et d'autre de la ligne de démarcation

militaire. Chacune des parties pouvait pénétrer dans la bande de 2 kilomètres située de son côté de la ligne de démarcation, mais il était expressément interdit aux parties de franchir cette ligne.

4. La Convention d'armistice visait à rendre possible un règlement pacifique définitif en partant de l'hypothèse que les parties avaient la volonté sincère d'y parvenir. Dans sa résolution 811 (IX) du 11 décembre 1954, l'Assemblée générale a constaté que le paragraphe 62 de la Convention d'armistice disposait que les articles et les paragraphes de la Convention d'armistice resteraient en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient expressément remplacés soit par des amendements et des additions acceptés d'un commun accord, soit par des dispositions spéciales faisant l'objet d'un accord approprié en vue d'un règlement pacifique conclu entre les deux parties sur le plan politique. Elle réaffirmait également que l'ONU conservait le dessein de faire de la Corée un pays unifié, indépendant et démocratique par des moyens pacifiques et de rétablir intégralement la paix et la sécurité internationales dans la région. Conformément au paragraphe 17 de la Convention d'armistice, tous les successeurs aux fonctions de commandant en chef des forces des Nations Unies sont chargés d'assurer le respect et l'application des clauses et dispositions de la Convention d'armistice.

5. Aujourd'hui, le Commandement des Nations Unies continue de s'acquitter de son rôle et de ses obligations en vertu de la Convention. Il continuera de le faire jusqu'à ce qu'un dialogue politique entre les parties directement concernées par le conflit coréen permette de parvenir à une paix durable. Sur les 16 États Membres qui avaient initialement fourni des forces militaires au Commandement des Nations Unies pendant la guerre de Corée, 10 sont toujours représentés au Commandement. Il s'agit des pays suivants : Australie, Canada, Colombie, États-Unis d'Amérique, France, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Thaïlande.

II. Le dispositif et les modalités de l'armistice

6. La Convention d'armistice est le seul cadre juridique dans lequel s'inscrit le cessez-le-feu entre les forces militaires ennemies en Corée et elle régit les actions des deux parties adverses. Il faut absolument qu'elle reste en vigueur jusqu'à ce que l'on parvienne à une paix plus durable. Elle a un caractère militaire et s'applique uniquement aux belligérants en Corée. La Convention a été signée par le commandant en chef des forces des Nations Unies au nom de toutes les forces militaires regroupées sous le Commandement unifié, et, au nom des forces communistes, par les commandants de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois. C'est aux commandements militaires des parties adverses qu'il incombe d'assurer le respect du cessez-le-feu par toutes les forces en présence et de mettre en oeuvre les mesures et les procédures d'application. Les commandants doivent donc disposer en permanence de transmissions efficaces afin d'éviter d'éventuels incidents et, le cas échéant, de réduire les tensions.

A. Commission militaire d'armistice

7. La Commission militaire d'armistice a été créée par la Convention d'armistice afin de surveiller la mise en oeuvre de la Convention et de régler par voie de négo-

ciation toutes les violations commises. La Commission est un organisme mixte, sans président, composé de 10 membres : 5 officiers supérieurs du côté du Commandement des Nations Unies et 5 officiers supérieurs du côté de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois. Conformément au paragraphe 20 de la Convention, le commandant en chef des forces des Nations Unies nomme 5 officiers supérieurs de la République de Corée, des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres États Membres représentés au Commandement des Nations Unies. À la demande de l'une ou l'autre partie, la Commission se réunit dans la zone commune de sécurité, plus communément connue sous le nom de Panmunjom, à l'intérieur de la zone démilitarisée. Toutefois, le 28 avril 1994, le Secrétaire de l'Armée populaire coréenne auprès de la Commission militaire d'armistice a annoncé que l'Armée populaire coréenne cesserait totalement de participer aux travaux de la Commission. Elle n'a participé à aucune des activités de la Commission en 1998.

8. La Convention d'armistice donnait aussi à chaque partie la faculté de désigner un secrétaire, un secrétaire adjoint et, le cas échéant, d'autres assistants spéciaux exerçant des fonctions d'appui, auprès de la Commission militaire d'armistice. Les secrétaires du Commandement des Nations Unies, d'une part, et de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois, de l'autre, sont autorisés à se réunir en tant que de besoin, et c'est par leur intermédiaire que les deux parties communiquent généralement. Pendant toute l'année 1998, l'Armée populaire coréenne n'a tenu que des réunions officieuses avec le Commandement des Nations Unies, de façon sélective, et uniquement pour répondre à ses propres besoins. Elle a systématiquement refusé de participer à des réunions demandées par le Commandement des Nations Unies pour traiter de questions relatives à la Convention d'armistice.

9. Le Bureau de permanence placé sous l'autorité du secrétariat de la Commission militaire d'armistice, situé dans la zone commune de sécurité, maintient une liaison téléphonique permanente entre les deux parties. Jusqu'en avril 1994, les officiers de permanence des deux parties se réunissaient eux aussi régulièrement. Le 28 avril 1994, toutefois, le Secrétaire de l'Armée populaire coréenne auprès de la Commission a transmis au Commandement des Nations Unies un message indiquant que l'Armée populaire coréenne avait décidé de rappeler tous les membres et le personnel d'état-major de l'Armée populaire coréenne encore affectés à la Commission militaire, de cesser de participer aux travaux de celle-ci et de ne plus reconnaître comme interlocuteur le représentant du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire. En outre, l'Armée populaire coréenne avait l'intention de charger une « nouvelle équipe », nommée par son commandant suprême, de prendre contact avec « l'armée américaine » afin d'examiner les problèmes militaires en suspens, y compris la mise en place d'un nouveau « système garantissant une paix durable » qui remplacerait la Commission militaire.

10. Le 1er septembre 1994, le Ministère des affaires étrangères de la Chine a annoncé à Beijing qu'il avait décidé de rappeler de Panmunjom la délégation chinoise auprès de la Commission militaire d'armistice. Cette décision suivait celle que l'Armée populaire coréenne avait prise en 1994 en retirant sa délégation de la Commission. Le 15 décembre 1994, la délégation des Volontaires du peuple chinois a quitté Pyongyang pour Beijing.

11. Le Commandement des Nations Unies a continué d'essayer de présenter les lettres de créance de son personnel nouvellement affecté à la Commission militaire d'armistice. Toutefois, depuis qu'elle a annoncé son retrait de la Commission en

avril 1994, l'Armée populaire coréenne a refusé d'accepter les lettres de créance du Commandement des Nations Unies.

12. La Commission militaire d'armistice est autorisée, aux termes du paragraphe 27 de la Convention d'armistice, à envoyer des équipes mixtes d'observateurs pour enquêter sur les violations de la Convention d'armistice qui seraient signalées dans la zone démilitarisée. Toutefois, l'Armée populaire coréenne a fait obstacle à cette importante fonction en refusant systématiquement de participer aux enquêtes proposées par le Commandement des Nations Unies. Sous réserve d'une exception en octobre 1997, elle a refusé, depuis avril 1967, de participer à des enquêtes conjointes sur de nombreux incidents graves survenus dans la zone démilitarisée. Le Commandement des Nations Unies n'en continue pas moins d'envoyer, dans la partie de la zone qu'il contrôle, des équipes d'observateurs chargées de veiller à ce que les forces du Commandement des Nations Unies se conforment à la Convention d'armistice, et il est prêt à enquêter unilatéralement sur les violations de l'armistice qui seraient signalées dans la zone. Les officiers de liaison envoyés par les États Membres de l'ONU toujours représentés au Commandement des Nations Unies participent, avec les officiers du Groupe consultatif de la République de Corée, à ces équipes spéciales d'enquête dans la zone démilitarisée. En 1998, bien que l'Agence centrale de presse coréenne ait diffusé de nombreuses dépêches faisant état du contraire, la zone démilitarisée est restée relativement calme. Le Commandement des Nations Unies a quand même envoyé à 65 reprises en 1998 ses équipes d'observateurs dans des postes de garde du Commandement des Nations Unies dans la zone démilitarisée ou le long de celle-ci afin de superviser l'application des dispositions de la Convention d'armistice qui la concernent. De plus, il a envoyé sept équipes spéciales d'enquête pour établir les faits touchant des violations présumées de l'armistice.

13. La Commission militaire d'armistice ne s'est pas réunie officiellement en plénière depuis sa 459e séance, tenue le 13 février 1991. Néanmoins, le Commandement des Nations Unies et l'Armée populaire coréenne ont continué de se réunir officieusement à Panmunjom, au niveau des secrétaires, des officiers d'état-major et du bureau de permanence.

14. Toutefois, depuis le 3 octobre 1995, lorsque les représentants de l'Armée populaire coréenne à Panmunjom ont refusé d'accepter un message du Commandement des Nations Unies concernant le franchissement illégal de la ligne de démarcation militaire par deux civils sans coordination préalable, l'Armée populaire coréenne a refusé d'accepter tout message contenant une référence à une violation de la Convention d'armistice, en déclarant qu'elle ne disposait d'aucun organe pour s'occuper de ces questions.

15. Le 4 avril 1996, l'Armée populaire coréenne a annoncé qu'elle n'accepterait plus la responsabilité du maintien et de l'administration de la zone démilitarisée et de la ligne de démarcation militaire. À la suite de l'annonce de cette décision, des éléments de l'Armée populaire coréenne en poste dans la zone commune de sécurité ont enlevé les insignes distinctifs prévus dans la Convention d'armistice et l'Accord ultérieur sur la zone du quartier général de la Commission militaire d'armistice. Les personnels et véhicules de l'Armée populaire coréenne ont continué à opérer dans tout le secteur nord de la zone démilitarisée sans arborer les insignes distinctifs voulus.

16. Cinq membres importants du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice ont été remplacés en 1998. En avril, le général de brigade Keum Ki Youn (armée de l'air de la République de Corée) a remplacé le général de brigade Ahn Byong Gul (armée de l'air de la République de Corée) en tant que représentant de la République de Corée auprès de la Commission militaire d'armistice (voir appendice 1). En octobre, le général de brigade John Baker (armée de terre du Royaume-Uni) a remplacé le général de brigade Colin Parr (armée de terre du Royaume-Uni) en tant que représentant du Royaume-Uni auprès de la Commission militaire d'armistice (voir appendice 2). En mai, le membre tournant du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice, le colonel Angel G. Atutubo (armée de terre philippine) a été remplacé par le colonel Sinchai Samanthap (armée royale thaïlandaise) (voir appendice 3). En novembre, le capitaine John Moore (marine royale australienne) a remplacé le colonel Sinchai (voir appendice 4). En juillet, le colonel Donald Kropp (armée de terre des États-Unis) a remplacé le colonel Thomas R. Riley (armée de terre des États-Unis) en tant que secrétaire du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'assistance (voir appendice 5).

B. Nomination du chef de délégation du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice

17. Conformément au paragraphe 20 de la Convention d'armistice, le commandant en chef des forces des Nations Unies a nommé en novembre 1998 le général de division Ha Jae Pyung de l'armée de la République de Corée, chef de la délégation (porte-parole) du Commandement des Nations Unies. L'Armée populaire coréenne a cependant refusé à plusieurs reprises depuis 1992 de rencontrer le chef de la délégation du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice, en déclarant que l'armée sud-coréenne ne figure ni parmi les signataires de la Convention d'armistice ni parmi les membres du Commandement des Nations Unies et ne peut pas représenter l'ensemble des forces armées se trouvant actuellement en Corée du Sud.

18. Cet argument de la Corée du Nord n'est pas valable. En effet, le commandant en chef des forces des Nations Unies a signé la Convention d'armistice en qualité de commandant de toutes les forces du Commandement des Nations Unies provenant de 16 États Membres de l'Organisation des Nations Unies et de la République de Corée. La Convention d'armistice n'a été signée par aucune nation ou par ses forces armées à titre individuel. Au cours des négociations sur l'armistice et après la signature de celle-ci, l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois ont expressément demandé que la République de Corée donne l'assurance que ses forces se conformeraient aux clauses de la Convention, en déclarant que l'armistice ne pourrait être appliqué qu'à condition que la Convention soit respectée par la République de Corée. Le Commandement des Nations Unies a transmis ces assurances à l'Armée populaire coréenne et aux Volontaires du peuple chinois.

19. À l'heure actuelle, la République de Corée assure la « police » dans toute la partie de la zone (le sud) relevant du Commandement des Nations Unies, afin de faire respecter l'armistice. En outre, des officiers supérieurs de la République de Corée font partie de la Commission militaire d'armistice depuis 46 ans. La Convention d'armistice ne stipule pas la nationalité des membres de la Commission militaire d'armistice, n'interdit à aucun pays Membre de l'Organisation des Nations Unies

d'y participer et ne comporte aucune directive concernant la nomination d'un chef de délégation. Le commandant de chacune des parties a le pouvoir discrétionnaire de nommer ses représentants respectifs et ces nominations ne sont pas subordonnées à l'approbation de l'autre partie. De plus, la nomination d'un officier général de la République de Corée comme chef de la délégation du Commandement des Nations Unies n'implique pas que les responsabilités du commandant en chef des forces des Nations Unies concernant l'application de l'armistice sont transférées au Gouvernement de la République de Corée ou à ses forces armées. En outre, c'est au commandant en chef des forces des Nations Unies, en tant que signataire de la Convention d'armistice, qu'il incombe en dernier ressort de veiller à ce que toutes les forces du Commandement des Nations Unies respectent la Convention.

20. L'article 5 de l'Accord sur la réconciliation, la non-agression, la coopération et les échanges entre le Nord et le Sud, qui est entré en vigueur le 19 février 1992, stipule que le Nord et le Sud s'efforceront en commun de transformer l'actuel état de cessez-le-feu en un état de paix durable et observeront la Convention d'armistice militaire (en date du 27 juillet 1953) jusqu'à ce que soit réalisé cet état de paix. La Convention d'armistice reste dès lors le seul mécanisme juridique permettant d'assurer le cessez-le-feu jusqu'à ce qu'il soit remplacé par une paix plus durable entre la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée. Le commandant suprême de l'Armée populaire coréenne est juridiquement tenu de respecter les termes de la Convention signée en 1953, de reconnaître le chef de la délégation du Commandement des Nations Unies et de se faire représenter aux réunions plénières de la Commission militaire d'armistice afin d'examiner les questions concernant l'armistice, et de contribuer à la paix et à la stabilité dans la péninsule coréenne. La Commission militaire d'armistice, composée du Commandement des Nations Unies, de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois, continue à faire partie intégrante de la Convention d'armistice de Corée, en dépit des déclarations de l'Armée populaire coréenne faisant état du contraire.

C. Commission neutre de contrôle

21. La Commission neutre de contrôle, créée en application des paragraphes 36 et 37 de la Convention d'armistice, se composait à l'origine de quatre officiers supérieurs, dont deux étaient nommés par les « nations neutres » désignées par le commandant en chef des forces des Nations Unies, à savoir la Suède et la Suisse, et deux par les « nations neutres » désignées par le commandant suprême de l'Armée populaire coréenne et le commandant des Volontaires du peuple chinois, à savoir la Pologne et la Tchécoslovaquie. Aux fins de la Convention d'armistice, l'expression « nations neutres » désigne celles dont les forces combattantes n'ont pas pris part à la guerre de Corée. La Commission a pour responsabilité principale de procéder à des inspections et à des enquêtes indépendantes sur les violations de l'armistice commises en dehors de la zone démilitarisée et de faire rapport à la Commission militaire d'armistice.

22. L'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois ont accepté, avec réticence, le régime d'inspections proposé par le Commandement des Nations Unies. Ils ont néanmoins sapé l'action de la Commission neutre de contrôle au cours des années qui ont suivi la signature de la Convention d'armistice en expédiant en Corée du Nord des renforts en équipements et armements modernes, sans jamais

utiliser les points d'entrée désignés, en violation de l'alinéa d) du paragraphe 13 de la Convention d'armistice.

23. Depuis mars 1991, l'Armée populaire coréenne a cessé de présenter des rapports à la Commission militaire d'armistice et à la Commission neutre de contrôle sur l'application des alinéas c) et d) du paragraphe 13 de la Convention d'armistice, qui interdisent l'entrée en Corée de renforts d'armes et de personnel militaire.

24. Le 10 avril 1993, à la suite de la scission de la Tchécoslovaquie en deux États en janvier 1993, la République populaire démocratique de Corée a obligé la délégation tchèque auprès de la Commission neutre de contrôle à se retirer du Nord. En outre, l'Armée populaire coréenne a commencé à pousser la délégation polonaise auprès de la Commission neutre de contrôle à se retirer de la Commission; elle a mis un terme aux relations protocolaires qu'elle entretenait avec cette délégation et l'a soumise à un harcèlement pénible.

25. En novembre 1994, la République démocratique populaire de Corée a officiellement informé le Ministère polonais des affaires étrangères que la Pologne n'était plus membre de la Commission neutre de contrôle. Malgré les protestations officielles de la Commission neutre de contrôle, dont les membres ont déclaré à l'unanimité que les mesures annoncées par l'Armée populaire coréenne étaient « une violation flagrante des alinéas g), h) et j) du paragraphe 13 de la Convention d'armistice, violation sur laquelle la communauté internationale jetterait un regard sévère », la délégation polonaise a été forcée d'évacuer son camp de Panmunjom le 28 février 1995. Le 3 mai 1995, l'Armée populaire coréenne a condamné les immeubles de la Commission neutre de contrôle placés sous son autorité sur l'avenue dite « Conference Row » et a mis fin à la liberté de circulation des membres restants de la Commission neutre de contrôle et du personnel du secrétariat du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice à travers la ligne de démarcation militaire en direction de la bande nord de la zone commune de sécurité. L'Armée populaire coréenne n'a pas remplacé les membres de la Commission neutre de contrôle qu'elle avait désignés et maintient que celle-ci n'existe plus.

26. Pendant toute l'année 1998, la Commission neutre de contrôle – qui n'est plus représentée sur place que par deux pays neutres, la Suède et la Suisse – a tenu des réunions hebdomadaires dans la zone commune de sécurité, afin d'examiner et d'analyser les rapports présentés par le Commandement des Nations Unies sur les départs et les arrivées de militaires. Le membre polonais de la Commission est venu chaque trimestre de Varsovie et a rencontré les membres suisse et suédois à Panmunjom pour marquer son appui constant à la Commission et au respect de l'armistice.

27. Bien que les restrictions imposées par la République démocratique populaire de Corée la gênent considérablement dans l'accomplissement de ses fonctions, la Commission neutre de contrôle reste un élément important de la Convention d'armistice. L'Armée populaire coréenne s'est employée énergiquement à mettre fin aux activités de la Commission neutre de contrôle de la Commission militaire d'armistice pour saper dans ses fondements l'ordonnance de l'armistice. Il faut que la communauté internationale fasse échec à cette tentative nord-coréenne, contraire à la lettre et à l'esprit de la Convention d'armistice, afin de préserver et d'assurer le respect de l'armistice en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par une paix durable. En 1993, le Commandement des Nations Unies a demandé à l'Armée populaire coréenne de désigner un successeur à la Tchécoslovaquie et d'apporter à nouveau son

appui au membre polonais. Elle n'en a rien fait. Bien que les activités de la Commission neutre de contrôle se soient réduites au fil des ans du fait des mesures prises par l'Armée populaire coréenne, la présence de représentants « neutres » exerce une influence modératrice sur les parties adverses. Le Commandement des Nations Unies estime donc que la Commission neutre de contrôle devrait continuer à faire partie intégrante du dispositif de l'armistice de Corée et tiendra le Conseil de sécurité informé de l'état de la question dans ses futurs rapports.

D. Question des dépouilles de soldats relevant du Commandement des Nations Unies

28. Conformément au paragraphe 20 de l'accord sur le rapatriement des dépouilles de soldats tués durant la guerre de Corée, conclu en 1954, au cas où l'une des parties découvre sur son territoire, après l'expiration dudit accord, les corps de militaires appartenant à l'autre partie, les dispositions relatives à la restitution et à la réception de ces dépouilles mortelles sont organisées par l'intermédiaire des secrétaires des deux parties de la Commission militaire d'armistice. Depuis 1954, l'Armée populaire coréenne refuse d'accepter toute responsabilité liée à l'armistice concernant le rapatriement des dépouilles mortelles et n'a cessé de rejeter toute demande d'information concernant des personnes toujours portées disparues depuis la guerre émanant du Commandement des Nations Unies. À la fin des années 80, toutefois, l'Armée populaire coréenne a commencé à se montrer disposée à coopérer avec des représentants du Gouvernement des États-Unis pour le rapatriement de dépouilles de soldats tués pendant la guerre.

29. L'Armée populaire coréenne a commencé en 1990 à rechercher et à remettre unilatéralement au Commandement des Nations Unies les dépouilles de soldats relevant de ce dernier. Entre le 20 mai 1990 et le 13 septembre 1994, l'Armée populaire coréenne a remis au total 208 corps dont elle affirme qu'il s'agit de dépouilles de soldats tués durant la guerre de Corée. Ces dépouilles ont été envoyées au laboratoire central d'identification de l'armée des États-Unis à Hawaii aux fins d'identification formelle. L'identification s'est révélée extrêmement difficile à cause de l'absence de données complètes sur l'exhumation et de l'intrication des restes. C'est pourquoi, le 7 octobre 1994, le Commandement des Nations Unies a demandé à l'Armée populaire coréenne de suspendre ses opérations unilatérales jusqu'à ce qu'un accord puisse être conclu au sujet de l'exécution d'exhumations conjointes en Corée du Nord. Bien que le laboratoire ait déterminé que toutes les dépouilles remises au Commandement des Nations Unies appartenaient à des êtres humains, il n'a pu identifier de manière formelle que sept des 208 corps. Un autre corps recueilli unilatéralement, dont on pense que c'est celui d'un soldat britannique, a été restitué par l'Armée populaire coréenne le 30 octobre 1995.

30. L'Armée populaire coréenne et le Gouvernement des États-Unis sont parvenus en 1996 à un accord sur les dépouilles de guerre. Le Gouvernement des États-Unis a accepté de dédommager l'Armée populaire coréenne du coût de la recherche des dépouilles qui avaient été restituées entre 1990 et 1994. En échange, l'Armée populaire coréenne a accepté d'autoriser une équipe du laboratoire central d'identification de l'armée des États-Unis à participer à deux opérations conjointes de recherche en Corée du Nord, près de la ligne de démarcation militaire. La première de ces opérations conjointes a permis de découvrir les restes d'un soldat américain, qui ont été transportés le 29 juillet 1996 à Panmunjom avec les honneurs du

Commandement des Nations Unies et ont été identifiés formellement par le laboratoire en septembre 1996.

31. En 1997, au cours de trois opérations conjointes de recherche, les restes de six soldats américains tués pendant la guerre de Corée ont été retrouvés. L'Armée populaire coréenne a restitué toutes les dépouilles au Commandement des Nations Unies à Panmunjom.

32. En 1998, des soldats américains et nord-coréens ont effectué cinq opérations conjointes de recherche au nord de la zone. L'Armée populaire coréenne n'a pas pris part à la première cérémonie de rapatriement prévue pour le 15 mai et a refusé de restituer les dépouilles. Lors d'une réunion ultérieure des secrétaires, l'Armée populaire coréenne a accusé le Commandement des Nations Unies d'être responsable de l'annulation de la restitution en raison de son manque de sincérité dans le cadre des entretiens entre officiers généraux. Le Commandement des Nations Unies a fait des concessions à l'Armée populaire coréenne pour le libellé du document de procédure concernant les officiers généraux en acceptant de supprimer toute référence à la Commission militaire d'armistice et en acceptant qu'un officier supérieur (un général de division de l'armée américaine) soit chef de la délégation du Commandement des Nations Unies. L'Armée populaire coréenne a alors accepté de restituer les dépouilles au Commandement des Nations Unies à Panmunjom. Elle a respecté les termes de l'accord conclu entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée pour les quatre rapatriements restants et les dépouilles de 22 soldats du Commandement des Nations Unies tués au cours de la guerre de Corée ont été restituées au Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice à Panmunjom. Le Commandement des Nations Unies demeure résolu à retrouver la trace de tous ceux qui restent portés manquants depuis la guerre.

E. Respect de l'armistice

33. Tout au long de 1998, le Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice a déployé dans la zone démilitarisée des équipes spéciales chargées de contrôler le respect de l'armistice et d'enquêter au nom du commandant en chef des forces des Nations Unies sur les accusations de violation de l'armistice à l'intérieur de la zone démilitarisée ou le long de sa ligne méridionale qui s'étend sur 243 kilomètres. Sept de ces missions devaient enquêter sur des violations présumées de la Convention d'armistice. L'Armée populaire coréenne a refusé d'accepter les rapports sur les violations que le Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice a essayé de présenter. On trouvera à l'appendice 6 un relevé des violations de l'armistice commises par l'Armée populaire coréenne en 1998. En sont exclus les agissements courants des soldats de l'Armée populaire coréenne qui portaient des armes interdites dans la zone démilitarisée ou n'arboraient pas les insignes distinctifs de la police civile. Le nombre de ces violations est si élevé qu'il fausserait l'objet du présent rapport. On trouvera ci-après une liste chronologique des six principaux incidents survenus en 1998 :

a) Au début de l'année, la zone commune de sécurité a été le cadre d'un incident qui aurait pu dégénérer en situation beaucoup plus dangereuse. Le 3 février au matin, un garde de l'Armée populaire coréenne a quitté son poste dans la zone commune de sécurité, feignant un malaise. Il a avancé dans les broussailles au nord de la zone sans se faire remarquer et a franchi la ligne de démarcation militaire. Il a

poursuivi son chemin vers le sud en tirant parti des accidents du terrain et s'est finalement rendu à un soldat du Commandement des Nations Unies au point de contrôle d'entrée de la zone commune de sécurité, d'où il a été transporté au Camp Bonifas. L'équipe spéciale d'enquête a enregistré sur vidéo l'entretien entre le membre suédois de la Commission neutre de contrôle et le soldat de l'Armée populaire coréenne, qui a clairement fait part de son intention de faire défection. Ce n'est qu'au bout de trois heures que l'Armée populaire coréenne s'est aperçue de la disparition de son soldat et elle a alors demandé la tenue d'une rencontre avec le Commandement des Nations Unies, au niveau des secrétaires. L'atmosphère était très tendue entre les deux parties et l'Armée populaire coréenne a tout d'abord accusé le Commandement des Nations Unies d'avoir kidnappé le soldat. Elle a même menacé à un moment d'enlever un soldat américain et de prétendre ensuite qu'il avait fait défection. Après avoir visionné l'entretien entre le soldat et le membre suédois de la Commission neutre de contrôle, l'Armée populaire coréenne a renoncé à l'accusation d'enlèvement et a orienté les discussions sur la façon de récupérer le soldat tout en évitant des conséquences néfastes. Bien que le Commandement des Nations Unies et l'Armée populaire coréenne aient examiné la façon de ramener le calme dans la zone commune de sécurité à la suite de la défection, aucune mesure concrète n'a été prise. Le Commandement des Nations Unies a finalement confié le soldat au Gouvernement de la République de Corée et l'Armée populaire coréenne n'a pas donné suite à l'affaire;

b) Le 12 mars, un poste de garde du Commandement des Nations Unies a observé une patrouille de l'Armée populaire coréenne qui traversait la ligne de démarcation militaire en direction du sud-ouest et pénétrait sur près de 40 à 50 mètres en République de Corée. Les gardes du Commandement des Nations Unies ont adressé sept sommations distinctes à la patrouille pour qu'elle retourne vers le nord, mais celle-ci n'en a tenu aucun compte. Des gardes du Commandement des Nations Unies ont exécuté plusieurs tirs d'avertissement à proximité de la patrouille, qui est alors repartie vers le nord;

c) Le 11 juin, un poste de garde du Commandement des Nations Unies a signalé avoir entendu trois à quatre rafales d'armes automatiques, suivies d'une seule rafale qui a touché le mirador d'un poste d'observation. D'après l'angle et la trajectoire, ce tir venait en droite ligne d'un poste de garde de l'Armée populaire coréenne situé à 850 mètres au nord-ouest de celui du Commandement des Nations Unies. On n'a observé aucun éclat ni aucune trace apparente d'autres coups de feu, bien que la visibilité était bonne à ce moment. Immédiatement après la fusillade, le poste de garde du Commandement des Nations Unies a lancé plusieurs sommations à l'Armée populaire coréenne. Il est possible que l'incident ait été le résultat d'un tir accidentel, mais il est tout à fait plausible qu'il ait été intentionnel. Le mur du mirador du poste de garde a été quelque peu endommagé mais l'incident n'a fait aucune victime;

d) Un des incidents les plus marquants de 1998 a eu lieu le 22 juin, jour où un sous-marin nord-coréen de type YUGO, armé, non identifiable, a été capturé dans les eaux territoriales de la République de Corée près de la ville de Sokcho, à plus de 26 milles marins au sud de la ligne de démarcation militaire. Dans un premier temps le sous-marin avait été détecté alors qu'il s'éloignait de la côte de la République de Corée par ses propres moyens, sans aucun signal de problèmes mécaniques ou de situation de détresse : c'est alors qu'il est rentré dans un filet de pêche, tendu par des pêcheurs de la République de Corée, qui l'a temporairement stoppé

dans sa course. Selon les rapports reçus, les membres de l'équipage ont essayé de libérer le sous-marin en sectionnant le filet. Après l'avoir coupé sur une bonne longueur, le sous-marin a poursuivi sa route avec une totale autonomie couvrant deux autres milles marins; à ce moment, des navires de la Marine de la République de Corée ont bloqué sa route alors qu'il se trouvait encore dans les eaux territoriales de la République de Corée. Lorsqu'on a repéré le sous-marin la première fois, sa position a été vérifiée grâce au Système de positionnement universel d'un pêcheur et sa position à l'intérieur des eaux territoriales de la République de Corée a été ultérieurement confirmée grâce aux équipements militaires de localisation. Entre le moment où il a été vu pour la première fois et celui où il a été appréhendé, le sous-marin n'a jamais quitté les eaux territoriales de la République de Corée. Malgré les nombreux efforts déployés par la Marine de la République de Corée pour entrer en communication avec les membres de l'équipage nord-coréens, ceux-ci n'ont tenu compte de rien et ne sont pas sortis du sous-marin. La Marine de la République de Corée a alors remorqué le sous-marin vers une base navale sud-coréenne afin d'enquêter sur les circonstances de sa présence dans les eaux territoriales de la République de Corée. Le 24 juin, alors que la Marine de la République de Corée remorquait le sous-marin, celui-ci a coulé par 30 mètres de fond. Le 25 juin, la Marine de la République de Corée a remonté le sous-marin et l'a remorqué jusqu'à la base navale de Dong Hae. Elle a été obligée de tailler dans la carcasse du sous-marin, parce que l'équipage nord-coréen l'avait bloqué de l'intérieur. L'équipe spéciale de recherche du Commandement des Nations Unies était présente lors de la récupération et de l'ouverture du sous-marin et a conclu que les neuf membres de l'équipage à bord s'étaient eux-mêmes donné la mort avant que ces opérations ne soient entreprises. Après le retrait des dépouilles, on a découvert des équipements et des documents ayant expressément pour objet d'aider les infiltrations, de collecter des renseignements et de mener des activités spéciales. Un livre de bord trouvé dans le sous-marin expose en détail la mission de ce dernier. Parmi l'équipement découvert à bord, on a trouvé quatre pistolets de type Skorpion, trois fusils automatiques AK-68, deux grenades à tube, des explosifs plastiques, des détonateurs non électriques, des grenades, trois jeux complets de plongée, une caméra vidéo, un magnétophone, une radio portable, des vêtements civils emballés dans des sacs imperméables, des cartes des eaux territoriales et de l'intérieur des terres de la République de Corée ainsi que des bouteilles fabriquées en Corée du Sud. L'infiltration du sous-marin a été le principal sujet des débats lors des trois réunions au niveau des officiers généraux tenues à Panmunjom, au cours desquelles le Commandement des Nations Unies a officiellement protesté pour violation des paragraphes 12 et 15 de la Convention d'armistice. L'Armée populaire coréenne a prétendu que son sous-marin avait eu des problèmes mécaniques alors qu'il effectuait une mission de formation qui l'avait fait dériver vers le sud et que les Sud-Coréens, au lieu de lui porter assistance, avaient laissé l'équipage mourir. Par la suite, le Commandement des Nations Unies a rapatrié, par Panmunjom, les neuf membres d'équipage pour les restituer à l'Armée populaire coréenne;

e) Le 12 juillet, le cadavre d'un élément infiltré nord-coréen suspect a été découvert sur la côte est de la République de Corée. Tout l'équipement qui a été récupéré à cette occasion se trouvait sur ou dans sa combinaison de plongée, exception faite d'un véhicule porte-nageur retrouvé à un kilomètre au sud. Dans aucun des éléments de l'équipement récupéré, y compris le véhicule porte-nageur, il n'a été possible de déterminer s'il était fabriqué en Corée du Nord. Le véhicule porte-nageur est d'origine inconnue et semble être un modèle de fabrication artisanale. La

grande partie de l'équipement de plongée, dont notamment un transmetteur/récepteur sous-marin, est de fabrication japonaise. On a également récupéré un pistolet tchèque modèle 61 de type Skorpion. Il est apparu que cet élément infiltré était mort depuis moins de 24 heures. On n'a constaté aucune trace visible de blessure et il a été impossible de déterminer la cause de la mort. Le Commandement des Nations Unies a protesté lors de la troisième réunion au niveau des officiers généraux en faisant valoir que cette infiltration était une violation de la Convention d'armistice et a proposé de restituer le cadavre. L'Armée populaire coréenne a refusé de l'accepter en faisant valoir que l'incident avait été monté de toutes pièces par la Corée du Sud.

34. Le 18 décembre, une péniche de débarquement d'infiltration submersible (semi-améliorée) de la Corée du Nord a été repérée dans les eaux territoriales de la République de Corée près de l'île de Yosu Do se dirigeant vers le sud-est. Lorsque la Marine de la République de Corée a voulu l'intercepter, elle a réagi et essayé d'échapper à toute vitesse, en faisant feu avec des grenades à tube et des armes à poing contre les navires poursuivants. Les navires de la Marine de la République de Corée ont fini par faire feu à leur tour, touchant la péniche et l'immobilisant sur l'eau. L'équipage nord-coréen a continué de faire feu contre les navires et la péniche a été coulée après avoir reçu des rafales supplémentaires. La Marine de la République de Corée a récupéré un cadavre sur le site. (Note : la Marine de la République de Corée a fini par découvrir l'épave de la péniche et a pu récupérer un autre corps le 22 janvier 1999, en utilisant un engin submersible. Le 17 mars 1999, la Marine de la République de Corée a récupéré la péniche et a trouvé quatre autres cadavres de Nord-Coréens ainsi que de l'équipement d'infiltration.)

F. Cérémonies de rapatriement à Panmunjom

35. Plusieurs cérémonies de rapatriement ont eu lieu à Panmunjom tout au long de l'année. Le secrétariat et le piquet d'honneur du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice ont organisé le rapatriement de tout le personnel militaire :

a) Le 25 mai, l'Armée populaire coréenne a restitué au Commandement des Nations Unies, à Panmunjom, les corps de deux soldats américains tués durant la guerre de Corée. Une équipe des États-Unis et de l'Armée populaire de Corée effectuant la première opération conjointe de recherche en Corée du Nord, en 1998, a retrouvé les restes de ces soldats dans un ancien champ de bataille de la guerre de Corée. L'Armée populaire coréenne a refusé de rapatrier à la date prévue les dépouilles et n'a accepté de le faire qu'après que le Commandement des Nations Unies a fait des concessions en modifiant le libellé du Document de procédure des réunions au niveau des officiers généraux qui avait abouti à la première réunion de cette nature;

b) Le 3 juillet, le Commandement des Nations Unies a restitué à l'Armée populaire coréenne, à Panmunjom, les corps des neuf Nord-Coréens membres de l'équipage du sous-marin de type YUGO;

c) Le 24 juillet, l'Armée populaire coréenne a rapatrié à Panmunjom trois corps de soldats américains tués durant la guerre de Corée. Ces restes avaient été retrouvés en 1998 durant la deuxième opération conjointe de recherche effectuée en Corée du Nord par les États-Unis et l'Armée populaire coréenne;

d) Le 13 août, le Commandement des Nations Unies a restitué à l'Armée populaire coréenne, à Panmunjom, les dépouilles d'un soldat de cette armée noyé, qui avait dérivé vers le sud;

e) Le 4 septembre, l'Armée populaire coréenne a restitué au Commandement des Nations Unies, à Panmunjom, les corps de trois soldats américains tués durant la guerre de Corée. Ces restes avaient été retrouvés en 1998 durant la troisième opération conjointe de recherche effectuée en Corée du Nord par les États-Unis et l'Armée populaire coréenne;

f) Le 9 octobre, l'Armée populaire coréenne a restitué, à Panmunjom, au Commandement des Nations Unies les corps de cinq soldats américains tués durant la guerre de Corée. Ces restes avaient été retrouvés en 1998 durant la quatrième opération conjointe de recherche effectuée en Corée du Nord par les États-Unis et l'Armée populaire coréenne;

g) Le 6 novembre, l'Armée populaire coréenne a restitué, à Panmunjom, au Commandement des Nations Unies les corps de neuf soldats américains tués durant la guerre de Corée. Ces corps avaient été retrouvés durant la cinquième et dernière opération conjointe de recherche effectuée en Corée du Nord par les États-Unis et l'Armée populaire coréenne.

G. Reprise du dialogue au niveau des officiers généraux

36. Lorsqu'en 1991 un général de l'Armée de la République de Corée a été nommé par le commandant en chef des forces des Nations Unies au poste de chef de délégation du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice, l'Armée populaire coréenne a refusé d'accepter ses lettres de créance et de le rencontrer. Elle a boycotté un appel lancé par le Commandement des Nations Unies afin que la Commission militaire d'armistice se réunisse en mai 1992, en soutenant que le chef de délégation n'était pas qualifié pour représenter le commandant en chef des forces des Nations Unies étant donné que la République de Corée n'était pas membre du Commandement des Nations Unies lors de sa création et n'avait pas signé la Convention d'armistice. L'Armée populaire coréenne n'a pas participé depuis à la Commission militaire d'armistice. En avril 1994, elle a rappelé ses membres et son personnel auprès de la Commission militaire d'armistice, en demandant que soit créé un « nouveau mécanisme de paix » pour remplacer la Commission militaire d'armistice. Les Nord-Coréens ont créé par la suite la mission de l'Armée populaire coréenne à Panmunjom en faisant appel à des officiers qui avaient fait partie de la délégation de l'Armée populaire coréenne auprès de la Commission militaire d'armistice.

37. En 1995, le secrétariat du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice et l'Armée populaire coréenne ont entamé des négociations pour reprendre le dialogue au niveau des officiers généraux. L'Armée populaire coréenne était à l'origine de cette initiative qui visait à établir une voie de communication bilatérale entre les États-Unis et elle-même et à renégocier la Convention d'armistice. Le commandant en chef des forces des Nations Unies souhaitait rétablir le dialogue en vue de la gestion de la crise mais exigeait qu'il se fasse entre le Commandement des Nations Unies et l'Armée populaire coréenne. En février 1997, l'Armée populaire coréenne est apparemment revenue sur sa proposition antérieure, selon laquelle ce dialogue devait être bilatéral, et accepté oralement de

reconnaître le Commandement des Nations Unies comme partenaire de dialogue. Elle a également accepté que le dialogue au niveau des officiers généraux se limite aux questions relatives à l'armistice, que les représentants de chaque partie aient une voix égale et que le lieu de réunion soit la salle de conférence de la Commission militaire d'armistice dans la zone commune de sécurité. En février 1998, le Commandement des Nations Unies a présenté pour examen à l'Armée populaire coréenne un document officiel contenant les procédures applicables au dialogue au niveau des officiers généraux et demandé la tenue d'une réunion des officiers généraux. Par la suite, plusieurs réunions se sont tenues au niveau des secrétaires pour parvenir à un accord écrit. Bien que l'Armée populaire coréenne ait semblé au départ être prête à accepter ce document, les pourparlers ont finalement échoué à cause de différends portant sur la mention de la Commission militaire d'armistice dans le document et sur le choix du chef de la délégation du Commandement des Nations Unies. Le 15 mai, l'Armée populaire coréenne a refusé de rendre les corps de soldats du Commandement des Nations Unies tués pendant la guerre de Corée, qui avaient été retrouvés lors de la première opération commune États-Unis-République populaire démocratique de Corée de recherche des corps, liant la restitution de ces corps aux négociations sur le dialogue au niveau des officiers généraux. L'Armée populaire coréenne a qualifié de déraisonnable la formulation retenue par le Commandement des Nations Unies dans le document relatif aux procédures applicables au dialogue au niveau des officiers généraux et la position du Commandement concernant le choix du chef de sa délégation. Finalement, avec l'accord du Gouvernement de la République de Corée, le Commandement des Nations Unies a fait des concessions à l'Armée populaire coréenne en omettant toute référence à la Commission militaire d'armistice dans le document et en nommant le représentant des États-Unis auprès de la Commission militaire d'armistice à la tête de la délégation qui devait participer en son nom au dialogue au niveau des officiers généraux. Le Commandement des Nations Unies et l'Armée populaire coréenne ont alors signé le document et une date a été fixée pour la première rencontre au niveau des officiers généraux. Cette première rencontre entre le Commandement des Nations Unies et l'Armée populaire coréenne a eu lieu le 23 juin, soit un jour après qu'un sous-marin nord-coréen de type Yugo ait été découvert et capturé dans les eaux territoriales de la République de Corée au large de la côte est. Cet incident et la tentative d'infiltration par un plongeur nord-coréen qui l'a suivi a été le principal sujet de discussion des trois premières réunions. L'Armée populaire coréenne a de son côté estimé que les réunions au niveau des officiers généraux n'avaient pas pour objet de débattre de questions de ce genre mais de mettre au point un nouveau mécanisme pour remplacer la Commission militaire d'armistice. Plus tard, lors d'une réunion officieuse au niveau des officiers généraux, l'Armée populaire coréenne a proposé la création d'un mécanisme militaire commun États-Unis-République de Corée-Armée populaire coréenne en remplacement de la Commission militaire d'armistice. Elle a nié l'existence du Commandement des Nations Unies avançant que les seules parties en présence dans la péninsule étaient l'Armée populaire coréenne et les États-Unis. Elle a déclaré que l'Armée sud-coréenne devait participer à ce mécanisme car elle avait des effectifs importants qui dépendaient des États-Unis. Cette proposition de l'Armée populaire coréenne constituait à l'évidence une nouvelle tentative de remise en cause du Commandement des Nations Unies et de la Convention d'armistice. Le Commandement des Nations Unies l'a rejetée et l'Armée populaire coréenne a alors annoncé qu'elle ne le rencontrerait plus.

38. Depuis plus de 46 ans, la Commission militaire d'armistice constitue la principale voie de communication officielle entre les commandants des forces militaires adverses en Corée. Malgré l'impasse actuelle, le Commandement des Nations Unies continuera de jouer son rôle irremplaçable dans la défense de la République de Corée et dans le maintien de la Convention d'armistice jusqu'à la création d'un mécanisme solide et efficace permettant d'assurer une paix durable dans la péninsule coréenne.

III. Conclusions

39. Le maintien de communications rapides et efficaces entre les commandants des forces militaires adverses est essentiel pour prévenir les incidents et empêcher ainsi la reprise des hostilités. Toutes les parties à la Convention d'armistice de Corée (le Commandement des Nations Unies, l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois) participent à cette activité essentielle depuis plus de 46 ans. Afin de prolonger cette mission indispensable jusqu'à l'instauration d'une paix plus durable, les deux parties doivent coopérer pleinement pour préserver les moyens de communication existants, par l'intermédiaire de la Commission militaire d'armistice, mécanisme qui fait partie intégrante du dispositif d'armistice. Le Commandement des Nations Unies poursuivra ses efforts pour faire appliquer la Convention d'armistice et contribuera ainsi à garantir un environnement stable et propice au dialogue entre le Nord et le Sud, le but ultime étant de parvenir à une paix durable dans la péninsule coréenne.

Notes

¹ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, huitième année, supplément de juillet, août, septembre 1953*, document S/3079.